



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 12 SEPTEMBRE 1942

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 12TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"General Soya Products Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept août 1942, constituant en corporation: William Cedric Nicholson, conseil en loi du Roi, Hugh Emmett O'Donnell, conseil en loi du Roi, Margaret Teresa Darragh, comptable, (fille majeure), Isobel Graham Nicholson, commis, fille majeure, et James Turner Lumsden, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'importateurs, exportateurs, cultivateurs, producteurs et marchands de la fève soya et autres produits agricoles, et manufacture, moulin, traiter, raffiner, préparer pour le marché, faire valoir et négocier tous produits ou sous-produits d'iceux;

Faire, dans toutes ses spécialités, le commerce d'entreposage à froid et trouver les moyens de conserver toutes sortes de denrées alimentaires et autres produits qui demandent l'entreposage à froid;

Acheter, acquérir, et se charger, comme d'une firme en exploitation, du commerce et de l'entreprise jusqu'ici conduits en la cité de Montréal et ailleurs par Madame Cecilia Sigourney Gifford,

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"General Soya Products Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1942, incorporating: William Cedric Nicholson, King's Counsel, Hugh Emmett O'Donnell, King's Counsel, Margaret Teresa Darragh, Accountant (Spinster), Isobel Graham Nicholson, Clerk (Spinster), and James Turner Lumsden, clerk, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, growers, producers and dealers in soya beans and other products of agriculture, and to manufacture, mill, treat, refine, render marketable, turn to account and deal in all products or by-products of the same;

To carry on the cold storage business in all its branches and to provide accommodation for all kinds of food stuffs and other merchandise requiring cold storage;

To purchase, acquire, and take over, as a going concern, the business and undertaking heretofore carried on in the City of Montreal and elsewhere of Dame Cecilia Sigourney Gifford, wife

épouse de John Eric Holt Stethem, faisant affaires sous le nom de "General Soya Products Company", avec tout ou une partie de son actif et de son passif, et d'en payer le coût en actions entièrement acquittées ou en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, sous le nom de "General Soya Products Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la ville de Beaurepaire, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept août 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1973

"Henry Machine Shops Ltd"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq août 1942, constituant en corporation: Henri Guay, marchand, Rouville Rocheleau, garagiste, et Madeleine Caron, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre, installer, monter, réparer, donner le service et faire le commerce de compteurs, dispositifs mécaniques et autres installations industrielles et commerciales, machinerie, commodités et accessoires d'aucune et toutes sortes;

Exercer le commerce comme fondeurs en fer, mécaniciens et manufacturiers de machinerie, fabricants d'outils, fondeurs en bronze, travailleurs en métaux, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, machinistes, convertisseurs de fer et d'acier, forgerons, ébénistes, constructeurs, peintres, métallurgistes, électriciens, voituriers ou marchands; et acheter, vendre et manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer ou donner à bail, et faire le commerce de machinerie, instruments, matériel roulant et ferronnerie de toutes sortes; exercer les métiers et le commerce de maîtres de forge, fabricants d'acier, convertisseurs en acier, propriétaires de houillères, fabricants de coke, mineurs, fondeurs, fabricants de plaques d'étain et fondeurs en fer dans toutes leurs spécialités respectives; faire des recherches, extraire, travailler, sortir, vendre et faire le commerce de fer, charbon, minéral de fer, terre à briques, briques et autres métaux, minéraux et manufacturer et vendre du combustible breveté; exercer le commerce de manufacturiers de produits chimiques et engrais, distillateurs, fabricants de teintures;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement acquérir, outiller, fixer, réparer, négocier et faire le commerce de moteurs, bouilloires, centrales électriques, outillage, installations hydrauliques de toutes sortes, installations électriques pour les mines et l'industrie, outils, instruments de toutes sortes, camions automobiles et accessoires, aéroplanes et accessoires, bateaux à vapeur, remorqueurs et autres dispositifs flottants; et généralement acheter, vendre, échanger et faire le commerce de tous matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication, l'exploitation et la réparation desdits biens ou aucun d'eux; exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et construire, exécuter, faire, outiller, améliorer, travailler et développer des entreprises publiques et privées et commodités de toutes sortes, et en faire l'installation dans toutes leurs spécialités,

of John Eric Holt Stethem, doing business under the name of General Soya Products Company, with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for the same in fully paid shares or in bonds, debentures or other securities of the Company, under the name of "General Soya Products Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the town of Beaurepaire, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1973-o

"Henry Machine Shops Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1942, incorporating: Henri Guay, merchant, Rouville Rocheleau, garagist, and Madeleine Caron, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and to sell, equip, set up, repair, service and deal in meters, mechanical devices and other industrial and business equipments, machinery, commodities and supplies of any and all kinds;

To carry on business as iron foundries, mechanics and manufacturers of machinery, toolmakers, brass foundries, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, iron and steel converters, smiths, wood workers, builders, painters, metallurgists, electricians, carriers or merchants; and to buy, sell and manufacture, repair, convert, alter, let or hire, and deal in machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds; to carry on the trade or business of iron matters, steel makers, steel converters, colliery proprietors, coke manufacturers, miners, smelters, tinplate makers, and iron foundries, in all their respective branches; to search for, get, work, raise, sell and deal in iron, coal, ironstone, brick-earth, bricks and other metals, minerals, and to manufacture and sell patent fuel; to carry on business as manufacturers of chemicals and manures, distillers, dye makers;

To manufacture, buy, sell and otherwise acquire, equip, set up, repair, deal in, and deal with engines, boilers, power plant, equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical mining and industrial equipment, tools, implements of all kinds, automobile trucks and supplies, aeroplanes and supplies, steamboats, tugs, and other floating equipment; and generally to buy, sell, exchange, and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture, operation and repair of the said property, or any of same; to carry on the business of general contractors and to construct, execute, carry out, equip, improve, work and develop, public and private works and conveniences of all kinds, and the equipment thereof in all their branches, under the name of "Henry Machine Shops Ltd", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars,

sous le nom de "Henry Machine Shops Ltd", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinq août 1942.

1974 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"John Fisher Limited"

Avis, est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept août 1942, constituant en corporation: Alphonse Lalonde, commis, Cora Racicot, comptable, et Fernande Lespérance, sténographe, les deux dernières filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce de transport par omnibus, taxi, camion, chars à bancs, autobus, camion, camion automobile ou autres moyens de transport privés ou publics, de loueurs de chevaux, commerçants de chevaux et fermiers, herbagers et marchands de foin, d'avoine, blé d'inde, paille et fourrage de toutes sortes; exploiter tous ou aucun des commerces suivants: voituriers, par terre ou par mer et par l'air, agents de chemin de fer et d'expédition, emmagasineurs et entreposeurs, agents de transport et de messagerie et tout autre commerce semblable et exercer le commerce qui consiste à exploiter des omnibus à moteur de toutes sortes et camions, bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, traversiers, drèges, allèges, barges, bateaux et moyens de transport par eau de toute description aux endroits que la compagnie déterminera;

Acheter et vendre en gros et en détail, échanger ou autrement faire le commerce de véhicules, automobiles, gasoline, moteurs électriques et à vapeur, camions, autotaxis, autobus, camions-moteurs, voitures ou autres véhicules mûs par une énergie quelconque;

Exercer le commerce de remorquage dans toutes ses spécialités et exercer un commerce général de démolition et de récupération;

Exercer le commerce d'entreposage et d'emmagasinage frigorifique, sous le nom de "John Fisher Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sept août 1942.

1975 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Joseph Hazan Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 12 août 1942, constituant en corporation: Harry Budyk, avocat et conseil en loi du Roi, Nessie Segal et Bella Segal, filles majeures, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Gérer un commerce de toutes sortes de marchandises ordinairement gardées en magasin par

(\$19,900.00), divided into one hundred and ninety-nine (199) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1942.

1974-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"John Fisher Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1942, incorporating: Alphonse Lalonde, clerk, Cora Racicot, accountant, and Fernande Lespérance, stenographer, the two latter spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of omnibus, cab, dray, taxi-cab, motor bus, auto dray, motor truck or other private or public conveyances, livery and feed stable keepers, horse dealers and farmers, graziers and dealers in hay, oats, corn, straw and fodder of all kinds; to carry on all or any of the following businesses, general carriers, upon land or water and in the air, railway and forwarding agents, storage and warehousemen, transfer and express agents, and any other similar business and to carry on the business of running motor omnibusses of all kinds and motor trucks, steamships, vessels, tugs, car-ferries, dredges, lighters, barges, boats and water craft of every description at such places as the company may see fit;

To buy and sell by wholesale and retail, exchange or otherwise deal in vehicles, motor cars, gasoline, steam and electric engines, motor trucks, taxi-cabs, motor busses, motor drays, carriages or other vehicles propelled by any power whatsoever;

To carry on the business of towing in all its branches and to carry on a general wrecking and salvaging business;

To carry on the business of warehousing and cold storage, under the name of "John Fisher Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1942.

1975-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Joseph Hazan Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1942, incorporating: Harry Budyk, advocate and King's Counsel, Nessie Segal and Bella Segal, spinsters, secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as merchant dealing in all classes of merchandise usually carried in stock

les bijoutiers, orfèvres pour l'argenterie, orfèvres, fabricants de montres, horlogers, marchands de porcelaine, pierres précieuses, monnaie frappée, médailles, articles religieux, articles de cuir, verrerie, fournitures de toutes sortes, et marchands de vaisselle d'or et d'argent, de plaqué, chronomètres, objets en cuir, en verre, instruments d'optique et instruments de précision, et appareils de toute description, de même que marchands de tous matériaux, outils, machines, outillage, accessoires fixes et fournitures connexes auxdits commerce;

Acheter, vendre, échanger et autrement disposer de bijoux, montres, horloges, sacs à main, plumes-réservoirs, accessoires fixes, aménagement de magasin, vieil or, tous accessoires des objets susdits, et toutes branches y connexes;

Exercer les métiers de métallurgistes, fondeurs, machinistes, forgerons, serruriers, fondeurs en fer, cuivre et acier, fabricants d'outils, galvanisateurs, émailliers, fabricants de verre, travailleurs du cuir, fondeurs, ferblantiers, graveurs, médailleurs, fabricants de tuile et de terre cuite, peintres, ébénistes, marchands de meubles, charpentiers, manufacturiers et marchands de lotions de toutes sortes, radios et appareils sans fil, lampes, compteurs, radiateurs et autres appareils mécaniques, accessoires et matériaux de toutes sortes, sous le nom de "Joseph Hazan Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douze août 1942.

1976 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"O'Neill Patents Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze août 1942, constituant en corporation: Harold Earle Walker, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jean-Louis-Ernest Archambault, avocat, de la cité d'Outremont, (Mlle) Christina Imrie, de la cité de Westmount, (Mlle) Clarice Hilda Wylie et (Mlle) Cordelia Leclerc, toutes deux de la cité de Montréal, les trois dernières, sténographes, et tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir les droits brevetés détenus présentement par Frank O'Neill, ses associés et intérêts alliés, de manière à ce qu'ils soient détenus par une corporation d'une durée illimitée au lieu de particuliers. Les intérêts des particuliers étant représentés par les actions qu'ils détiennent dans le capital-actions de la corporation;

Autoriser la compagnie "O'Neill European Machine Co. of Montreal, Canada" à continuer de faire, comme par le passé, usage desdits droits brevetés;

Favoriser les inventions nouvelles et améliorations faites par les employés de ladite compagnie "O'Neill European Machine Co. of Montreal, Canada" ou autres pour le bénéfice de ladite compagnie, par l'émission d'actions de cette compagnie en reconnaissance de telles inventions et/ou améliorations, sous le nom de "O'Neill Patents Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en mille (1000) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

by jewellers, silver-smiths, gold smiths, watch-makers, clock makers, dealers in china, precious stones, coins, medals, articles of virtue, leather-ware, glass ware, and furniture of all kinds and as dealers in gold and silver plate, plated articles, chronometers, leather ware, glass ware, optical and scientific instruments and appliances of every description, as well as dealers in all materials, tools, machinery, supplies, fixtures and equipment of an incidental to the said business;

To buy, sell, exchange and otherwise dispose of jewellery, watches, clocks, handbags, fountain pens, fixtures, store equipment, old gold, and all accessories of the above, and all associated lines;

To carry on business as metallurgists, foundry men, machinists, smiths, metal workers, iron, brass and steel founders, tool makers, galvanizers, enamellers, glass-makers, leather workers, smelters, tin plate makers, engravers, die sinkers, tile and terra cotta makers, painters, cabinet makers, furniture dealers, painters, and wood workers, and as manufacturers of and dealers in toilet wares of all kinds, radio and wireless equipment, lamps, meters, radiators and other machinery apparatus, appliances and supplies of every kind, under the name of "Joseph Hazan Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1942.

1976-o L. DÉSILETS,
Deputy-Attorney General.

"O'Neill Patents Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1942, incorporating: Harold Earle Walker, Advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jean-Louis-Ernest Archambault, Advocate, of the City of Outremont, (Miss) Christina Imrie, of the City of Westmount, (Miss) Clarice Hilda Wylie and (Miss) Cordelia Leclerc, both of the City of Montreal, the three latter Stenographers, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire patent rights now held by Frank O'Neill, his associates and allied interests, in order that the same may be held by a corporation with unlimited existence instead of by individuals. The interests of individuals being represented by their holdings of stock in the corporation.

To license and permit the O'Neill European Machine Co. of Montreal, Canada to continue to use the said patent rights as it has in the past.

To promote new inventions and improvements by employees of the said O'Neill European Machine Co. of Montreal, Canada or others for the benefit of the said Company and of this company, by the issue of stock of this company as an award for such inventions and/or improvements, under the name of "O'Neill Patents Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

Aucun transfert des actions de la compagnie ne sera valide ou efficace à moins qu'il ne soit approuvé par le bureau des directeurs ou à moins qu'il ne soit exigé par la loi après une vente forcée en vertu d'un jugement ou ne soit requis pour mettre à effet une transmission résultant de la mort d'un actionnaire;

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions de la compagnie;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, à l'exception de ses employés actuels ou de ses anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie ou qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi, deux ou plusieurs personnes détenant une ou plusieurs actions conjointement étant considérées comme un seul actionnaire.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de LaSalle, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le douze août 1942.

1977 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Saint-Denis et Robitaille, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour d'août 1942, constituant en corporation: Louis Saint-Denis, gérant, Norma Roberge, sténo-dactylographe, fille majeure, tous deux de Montréal, district de Montréal, et Eugène Robitaille, gérant, de Roberval, district de Roberval, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, produire, acheter, vendre et exporter tous les produits du bois, tous les produits provenant des ressources naturelles et tous les produits et denrées alimentaires, sous le nom de "Saint-Denis et Robitaille, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'août 1942.

1978-o P. FRENETTE,
Assistant procureur général suppléant.

"Scott Properties Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit août 1942, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Marcus M. Sperber, conseils en loi du Roi, Frank M. Godine, Theodore Herzl Shapiro, tous les quatre avocats, et Hattie Herman, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce de biens meubles et immeubles et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location de biens meubles et immeubles, et généralement faire dans toutes ses spécialités le commerce d'agents d'immeubles;

Eriger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction;

Prendre et détenir des garanties, hypothèques, obligations et charges pour assurer le paiement

No transfer of shares of the company shall be valid or effectual unless the same be approved by the board of directors or unless the same be required by law after a forced sale under an execution or be required to give effect to a transmission resulting from the death of a shareholder.

Any invitation to the public to subscribe for any shares of the company is prohibited.

The number of its shareholders is limited to twenty, not including persons who are in the employment of the company and persons, who, having been formerly in the employment of the company, were, while in that employment, and have continued after the termination of that employment to be shareholders of the company, two or more persons holding one or more shares jointly being counted as a single shareholder.

The head office of the company will be at the Town of LaSalle, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1942.

1977-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Saint-Denis et Robitaille, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1942, incorporating: Louis Saint-Denis, manager, Norma Roberge, stenographer-typist, spinster, both of Montreal, District of Montreal, and Eugène Robitaille, manager, of Roberval, District of Roberval, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, purchase, sell and export all wood products, all products derived from natural resources and all food products and foodstuffs, under the name of "Saint-Denis et Robitaille, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1942.

1978 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Scott Properties Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1942, incorporating: Joseph Shapiro, Marcus M. Sperber, King's Counsels, Frank M. Godine, Theodore Herzl Shapiro, all four Advocates, and Hattie Herman, Spinster, of the full age of majority, Stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

To erect buildings and deal in building materials;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase

du prix d'achat de toute partie des biens de la compagnie vendus par la compagnie ou tous deniers dûs à la compagnie par les acquéreurs ou avances faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations, sous le nom de "Scott Properties Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit août 1942.

P. FRENETTE,

1979 Assistant-procureur général suppléant.

"Walker Glass Company Limited"
"La Verrerie Walker, Limitée"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq août 1942, constituant en corporation: Arthur Walker, vendeur, 6299, 2e Avenue, Rosemont, Montréal, Louis-Philippe Trottier, comptable public, 5332, Avenue Brodeur, Notre-Dame-de-Grâces, Montréal, et Laurette Gauthier, épouse séparée de biens, par contrat de mariage, dudit Arthur Walker mentionné plus haut, 6299, 2e Avenue, Rosemont, Montréal, (dûment autorisée), tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, et exploiter de toute manière quelconque, le commerce de manufacturier et marchand de verrerie, et manufacturer, produire, acheter, importer et autrement acquérir et préparer pour le marché, vendre en gros et/ou détail, mettre sur le marché, exporter, transporter, emmagasiner, distribuer et autrement disposer, faire le commerce et le négoce d'articles et de choses dans la fabrication desquels le verre est utilisé, et plus spécialement la vaisselle, le cristal, la vitre, le verre façonné, en fil, enchassé dans le plomb et le verre d'art, blocs de verre, verre de structure et tous accessoires relatifs aux façades de magasin et à la construction en général, et aussi miroirs et verrerie de toute sorte et description, sous le nom de "Walker Glass Company Limited"—"La Verrerie Walker, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, P.Q.

Daté du bureau du procureur général, le cinq août 1942.

L. DÉSILETS,

1980 Assistant-procureur général.

"Woodbury Construction Company"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six août 1942, constituant en corporation: Joseph James Harold, 5613 Queen Mary Road, Hampstead, John William Long, 34 Avenue Glencoe, Outremont, tous deux avocats, et Catherine Ellen Grace, 292 Boulevard St-Joseph, Montréal, secrétaire et fille majeure, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Dessiner, construire, ériger, améliorer, faire, réparer, ériger des travaux publics ou privés et dépendances de toutes sortes, y compris, mais sans

price of any part of the company's property sold by the Company or any money due to the company from purchasers or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements, under the name of "Scott Properties Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Longueuil, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

1979-o Acting Deputy Attorney General.

"Walker Glass Company Limited"
"La Verrerie Walker, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1942, incorporating: Arthur Walker, salesman, 6299 2nd Avenue, Rosemont, Montreal, Louis-Philippe Trottier, public accountant, 5332 Brodeur Avenue, Notre-Dame-de-Grâces, Montreal, and Laurette Gauthier, wife separate as to property of said above described Arthur Walker by ante-nuptial contract, 6299 2nd Avenue, Rosemont, Montreal, (duly authorized), all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in any way or manner whatsoever the business of glassware manufacturer and dealer, and of manufacturing, producing, buying, importing and otherwise acquiring and preparing for market and of selling at wholesale and/or retail, marketing, exporting, transporting, storing, distributing and otherwise disposing of, trading in and dealing with articles and things whereof glass is used and more particularly plates, crystal, window, figured, wired, leaded and art glass, glass blocks, structural glass and all accessories pertaining to store fronts and general construction, also mirrors and glassware of all kind and description, under the name of "Walker Glass Company Limited"—"La Verrerie Walker, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, P.Q.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1942.

L. DÉSILETS,

1980-o Deputy Attorney General.

"Woodbury Construction Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1942, incorporating: Joseph James Harold, 5613 Queen Mary Road, Hampstead, John William Long, 34 Glencoe Avenue, Outremont, both advocates, and Catherine Ellen Grace, 292 St. Joseph Boulevard, Montreal, secretary and spinster of the full age of majority, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To design, construct, erect, improve, make, repair, build public or private works and dependencies of all kinds, including, but without limit-

limiter la généralité des objets susdits, des chemins, voies publiques, droits de passage, tunnels, carrières, égoûts, drains, ports de mer, bassins, piliers, jetées, quais, brise-lames, débarcadères, canaux, réservoirs, digues, chemins de fer, tramways, embranchements, bassins, cales de halage, ponts de chemins de fer, chantiers maritimes, moulins, boutiques, ateliers, lignes de transmission, hangars, entrepôts, garages, appareils et outillage de chargement de toutes sortes, convoyeurs, élévateurs, ateliers, boutiques et usines, puits, réseau téléphonique et télégraphique, outillage pour construction d'égoûts, de drainage, d'assainissement, de travaux hydrauliques, gaz, lumière électrique, téléphone, télégraphe ou force motrice, et toutes constructions, tous édifices, établissements, privés ou publics, et autres travaux et améliorations d'utilité publique;

Faire et exercer dans toutes et chacune de leurs spécialités respectives, tous ou aucun des commerces qui consistent à faire toutes sortes de travaux de pavage, manufacturer, vendre et travailler le ciment, l'asphalte, pierre, pierre broyée, sable, schiste argileux, roc, bois, brique, blocs, tuile, matériaux de pavage, glaise, gravier, carrières de sable, et leurs sous-produits; construction, entretien et réparation de chemins; touage, renflouage et sauvetage, chargement, éclairage, dragage, travaux d'excavation marine et sous-marine; commerce de constructeurs, couvreurs, propriétaires de carrières et marchands de pierre, marchands de charbon et commerçants de toutes sortes de combustible, y compris le pétrole, les huiles et le gaz, marchands de glace, manufacturiers et marchands de matériaux de construction, accessoires, et la manutention, la garde, l'entreposage ou charroiyage requis pour toute marchandise ou tout trafic; agents maritimes, gardiens de quais, agents expéditeurs par terre, mer et air, transport de passagers et d'animaux, expéditeurs et entrepreneurs;

Ouvrir, explorer, développer, exploiter, améliorer, entretenir et gérer des carrières de pierre, minéraux et autres dépôts et terrains, et creuser, sortir, broyer, laver, fondre, torréfier, essayer, analyser, réduire, amalgamer ou autrement traiter la pierre et autres substances minérales de toutes sortes, appartenant à la compagnie ou non, sous le nom de "Woodbury Construction Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six août 1942.

1981 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

ing the generality of the foregoing, objects, roads, public roads, rights of way, tunnels, quarries, sewers, drains, harbours, docks, pillars, piers, wharves, breakwaters, landings, canals, reservoirs, dikes, railways, tramways, sidings, docks, basins, slips, railway bridges, ship-yards, mills, shops, workshops, transmission lines, sheds, warehouses, garages, loading apparatus and equipment of all kinds, conveyors, elevators, work-shops, machine-shops and plants, well, telephone and telegraph system, equipment for sewerage, drainage, sanitation, waterworks, gas, electric light, telephone, telegraph or power and any constructions, buildings, establishments, private or public, and other works and improvements of public utility;

To carry on and exercise in all or any of their respective lines all or any business of paving in all its lines, manufacturers, dealers and workers in cement, asphalt, stone, crushed, stone, sand argillaceous schist, rock, wood, brick, blocks, tile, paving materials, clay gravel, sand pits and their by-products, construction, maintenance and repairing of roads, towing, salvaging and wrecking, loading, lighting, dredging, marine and submarine excavation works, builders, roofers, proprietors of quarries and stone merchants, coal merchants and dealers in all kinds of fuel, including petroleum, oils and gas, ice merchants, manufacturers of and dealers in building materials, accessories, and the handling, keeping, warehousing or carting required for all merchandise or traffic, ship agents, wharfingers, forwarders, by land, water and air, shipping agents, transportation of passengers and animals, shippers and contractors;

To open, explore, develop, work, improve, maintain and manage stone quarries, mineral and other deposits and properties, and to dig, raise, crush, wash, smelt, roast, essay, analyse, reduce, amalgamate and otherwise treat stone and other mineral substances of all kinds, whether belonging to the company or not, under the name of "Woodbury Construction Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1942.

1981-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Dépôt Dentaire de Montréal Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour d'août 1942, à la compagnie "Dépôt Dentaire de Montréal Limitée", ratifiant un règlement annulant les 160 actions privilégiées qui font partie du

Supplementary Letters Patent

"Dépôt Dentaire de Montréal Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of August, 1942, to the company "Dépôt Dentaire de Montréal Limitée", ratifying a by-law cancelling the 160 preferred shares forming part of the present capital stock and

capital actuel et créant 320 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$50.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

1982-o Assistant-procureur général suppléant.

**"Lasalle-Tricot Ltée"
"Lasalle-Knitting Ltd"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour d'août 1942, à la compagnie "Lasalle-Tricot Ltée"—"Lasalle-Knitting Ltd", ratifiant le règlement N° 3, a) convertissant en 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25.00 chacune les 200 actions privilégiées de \$100.00 chacune qui font partie du capital actuel; b) augmentant son capital de \$49,000.00 à \$99,000.00 par la création de 2000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$25.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

1983-o Assistant-procureur général suppléant.

**"O'Neill European Machine Co. of Montreal
Canada"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, à la compagnie "O'Neill European Machine Co. of Montreal Canada", des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatre août 1942, ratifiant le règlement numéro 50, a) convertissant 250 des 1500 actions sans valeur nominale ou au pair qui composent le capital actuel en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges devant être attachés auxdites actions privilégiées; b) réduisant de neuf (9) à cinq (5) le nombre des directeurs de la compagnie.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre août 1942.

P. FRENETTE,

1984 Assistant-procureur général suppléant.

"Victoria Precision Works Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour d'août 1942, changeant le nom de la compagnie "Victory Precision Works Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août 1941, sous le nom de "Victory Precision Works Co. Limited", en celui de: "Victoria Precision Works Company Limited".

Daté du bureau du procureur-général, ce dix-neuvième jour d'août 1942.

P. FRENETTE,

1985 Assistant-procureur général suppléant.

creating 320 additional common shares of a par value of \$50. each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

1982 Acting Deputy Attorney General.

**"Lasalle-Tricot Ltée"
"Lasalle-Knitting Ltd"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1942, to the company "Lasalle-Tricot Ltée"—"Lasalle-Knitting Ltd", ratifying By-law No. 3, a) converting into 800 common shares of a par value of \$25. each, the 200 preferred shares of \$100. each, forming part of the present capital stock; b) increasing its capital stock from \$49,000. to \$99,000. by the creation of 2000 additional common shares of a par value of \$25. each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1942.

P. FRENETTE,

1983 Acting Deputy Attorney General.

**"O'Neill European Machine Co. of Montreal
Canada"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of August, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "O'Neill European Machine Co. of Montreal Canada", ratifying By-law No. 50 a) converting 250 of the 1500 shares without nominal or par value which compose the actual capital into 250 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares; b) reducing the number of the directors of the company from nine (9) to five (5) directors.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

1984-o Acting Deputy Attorney General.

"Victoria Precision Works Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of August, 1942, changing the name of the company "Victory Precision Works Co. Limited", incorporated by letters patent bearing date the eighteenth day of August, 1941, under the name of "Victory Precision Works Co. Limited" to that of "Victoria Precision Works Company Limited."

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1942.

P. FRENETTE,

1985 Acting Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 212736. Dame Annie Weltman, épouse commune en biens de Benjamin Weltman, marchand, des cité et district de Montréal, a institué une action en séparation de biens dudit Benjamin Weltman le 2 septembre 1942.

Le procureur de la demanderesse,
1988 J. R. BOGANTE.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 212736. Dame Annie Weltman, wife common as to property of Benjamin Weltman, merchant, of the City and District of Montreal, instituted an action in separation as to property from the said Benjamin Weltman on September 2, 1942.

J. R. BOGANTE,
1988-o Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que monsieur Joseph Longchamp de la paroisse de Saint-Henri dans le comté de Lévis se propose de demander l'approbation des travaux faits depuis le 9 février 1918 sur la rivière Etchemin qui borde les lots 562 et 628 de la paroisse de Saint-Henri.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains concernés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Lévis, à Lévis.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Québec, le 27 août 1942.

1915-35-4-o JOSEPH LONGCHAMP.

AVIS DE LA DEMANDE DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du régime des eaux courantes, que Monsieur Armand Paradis, industriel de la paroisse de Ste-Sophie, Comté de Mégantic, P. Q., se propose de demander l'autorisation de faire des modifications au quai de son moulin, sur le cours d'eau qui borde cette propriété, la rivière Blanche, vis-à-vis les lots 974 et 975 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sophie, canton Halifax, comté de Mégantic, P.Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction des ouvrages projetés et des terrains qui seront affectés, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

8 Geo. V, c. 68, formule A.

Le requérant,
1946-36-4-o ARMAND PARADIS.

Canada, Province de Québec, District de Gaspé.

Les Commissaires d'École pour la municipalité de Ste-Anne des Monts Village, comté de Gaspé, vs Les Héritiers en ligne directe de feu Vve

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that Mr. Joseph Longchamp, of the Parish of Saint-Henri, in the county of Lévis, intends to apply for approval of works made since the 9th of February, 1918, on the Etchemin River which borders on lots 562 and 628 of the Parish of Saint-Henri.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications indicating the site of such works and the lands affected by the raising of the waters, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of the said plans and specifications has been filed in the office of the Registration Division of the County of Lévis, at Lévis.

The application contained in the petition shall be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, August 27, 1942.

1915-35-4 JOSEPH LONGCHAMP.

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Notice is hereby given, pursuant to article 7 of the Water-Course Act, that Mr. Armand Paradis, manufacturer, of the Parish of Ste-Sophie, County of Megantic, P.Q., intends to apply for authorization to make certain alterations to the wharf of his mill, on the water-course bordering said property, "la rivière Blanche", opposite lots 974 and 975 on the official cadastre for the Parish of Ste-Sophie, Township of Halifax, County of Megantic, P.Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications, showing the site chosen for the construction of the proposed works and the lands which will be affected, has been forwarded to Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Office of the Registration Division of the County of Megantic, at Inverness.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

8 Geo. V, c. 68, form A.

ARMAND PARADIS,
1946-36-4 Petitioner.

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé.

The School Commissioners for the Municipality of Ste. Anne des Monts Village, County of Gaspé; vs The Heirs in direct line of the late widow

Rigobert Miville et de feu Rigobert Miville fils, en leur vivant de Ste-Anne des Monts, dans le comté de Gaspé-Nord.

Rigobert Miville, and of the late Rigobert Miville junior, in their lifetime of Ste. Anne des Monts, in the county of Gaspé-North.

AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que les Commissaires d'Ecole de la municipalité de Ste-Anne des Monts Village ont résolu de vendre au plus haut soumissionnaire le terrain à eux vendu par ladite Dame Rigobert Miville et ledit Rigobert Miville fils, par contrat en date du 15 février 1865.

Avis public est aussi donné par les présentes aux héritiers en ligne directe de ladite Dame Rigobert Miville et dudit feu Rigobert Miville, fils qui devront d'aujourd'hui au 5 octobre 1942 aviser par écrit lesdits vendeurs, au bureau haut leur Secrétaire à Ste-Anne des Monts de leur intention d'exercer la faculté à eux réservée dans ledit acte de vente du 15 février 1865 et de produire en même temps la preuve de leur filiation.

A défaut par lesdits héritiers de se conformer aux obligations ci-dessus lesdits vendeurs procéderont à la vente dudit terrain au plus haut soumissionnaire comme si aucune réserve n'avait jamais existé en faveur desdits héritiers.

Donné à Ste-Anne des Monts, ce 26ième jour d'août 1942.

Le secrétaire des Commissaires d'école
pour la municipalité de Ste-Anne
des Monts Village, dans le comté
de Gaspé-Nord,

1952-36-2-o

L.-C. SASSEVILLE.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de St-Joseph d'Alma Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la province le 1er septembre 1942.

Le siège social du syndicat sera à St-Joseph d'Alma, comté du Lac St-Jean, P.Q.

Le sous-secrétaire de la Province,

1991-o

JEAN BRUCHESI.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the Municipality of Ste. Anne des Monts Village, have decided to sell to the highest tenderer, the lot of land to them sold by said Dame Rigobert Miville and said Rigobert Miville, junior, as per contract dated February 15th, 1865.

Public notice is also hereby given to the Heirs in direct line of the said late Dame Rigobert Miville and of said late Rigobert Miville, junior, who shall, from this to the 5th of October 1942, notify the said vendors, in writing at the office of their secretary, at Ste. Anne des Monts, of their intention of exercising the option reserved to them in said deed of sale, of February 15th, 1865, and at the same time, to produce the proof of their relationship.

In default, by the said Heirs, of complying with the above obligations, the said vendors will proceed with the sale of the said lot of land to the highest tenderer as if not reserve had ever existed in favour of the said Heirs.

Given at Ste. Anne des Monts, this 26th day of August 1942.

L. C. SASSEVILLE,

Secretary of School Commissioners for
the Municipality of Ste. Anne des
Monts Village, in the County of
Gaspé-North.

The formation of an association, under the name of "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de St-Joseph d'Alma Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, was authorized by the Provincial Secretary on the 1st of September, 1942.

The principal place of business of the association will be at St. Joseph d'Alma, in the County of Lake St. John, P.Q.

JEAN BRUCHESI,

1991

Under Secretary of the Province.

Bureau-Chef

Re: "JOHN FISHER LIMITED"

AVIS

Prenez avis que la compagnie "John Fisher Limited", aura son bureau chef en la cité de Montréal, au numéro 132 rue St-Jacques ouest, chambre 902.

Montréal, 25 août, 1942.

[Sceau].

Le secrétaire,
Y. HUBERDEAU.

1987-o

Chief-Office

Re: "JOHN FISHER LIMITED"

NOTICE

Notice is hereby given that the company "John Fisher Limited", shall have its head office in the City of Montreal, at No. 132 St. James Street West, Room 902.

Montreal, August 25th, 1942.

[Seal].

Y. HUBERDEAU,
Secretary.

Charte—Abandon de

DUNRAE GARDENS BUILDING CO. LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie susdite demandera la permission d'aban-

Charter—Surrender of

DUNRAE GARDENS BUILDING CO. LIMITED

Notice is hereby given that Dunrae Gardens Building Co. Limited, will apply for leave to

donner sa charte sous la section 25 de la Loi des Compagnies.

Montréal, le 3 septembre 1942.

2000-o

Les avocats,
WEBSTER & O'CONNOR.

surrender its charter in accordance with Section 25 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, September 3rd. 1942.

2000-o

WEBSTER & O'CONNOR,
Attorneys.

Commission de l'Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Ordonnance N° 1-E-Sp-A-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 27 août 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à une heure et demie de l'après-midi.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après examen des conditions du marché du lait dans les régions de Montréal et de Québec, il est décidé que l'ordonnance N° 1-E-Sp-42, concernant ces régions, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 6 juin 1942, soit abrogée.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 septembre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ, Commissaire,
GILBERT MACMILLAN,
Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
1990-o de l'Industrie Laitière.

Dairy Industry Commission

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Order No. 1-E-Sp-A-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, August 27, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at one thirty o'clock in the afternoon.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

After consideration of the conditions of the milk market in the regions of Montreal and Quebec, it is resolved that Order No. 1-E-Sp-42, concerning these regions and published in the *Quebec Official Gazette* dated June 6th, 1942, be repealed.

The present order will come into force on September 15th, 1942.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ, Commissioner,
GILBERT MACMILLAN,
Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary,
1990-o Dairy Industry Commission.

Département de l'Instruction publique

Québec, le 8 septembre 1942.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de la ville de Belœil, dans le comté de Verchères, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire de McMasterville, dans le même comté.

Le secrétaire,
2001-37-2-o B.-O. FILTEAU.

Department of Public Instruction

Quebec, September 8th, 1942.

Application is made to annex the territory of the School Municipality of the Town of Belœil, in the County of Verchères, for Protestants only, to the School Municipality of McMasterville, in the same County.

B. O. FILTEAU,
2001-37-2 Secretary.

ERRATUM

LÉTOURNEAU VS CARON

Au sujet de la publication d'avis de vente Létourneau vs Caron, parue dans la *Gazette Officielle de Québec*, N° 36, en date du 5 septembre 1942, il faut ajouter après les mots "avec bâtisses", le numéro du lot comme suit: et étant une partie du lot connu sous le numéro quatre cent vingt-sept (ptie 427) de St-Aubert. 1992-o

ERRATUM

LÉTOURNEAU VS CARON

Respecting the publication of the notice of sale Létourneau vs Caron, published in the *Quebec Official Gazette*, No. 36, bearing date September 5th, 1942, please add, after the words "with buildings", the number of the lot, as follows: and being part of lot known under number four hundred and twenty-seven (Pt. 427) of St. Aubert. 1992

Examen des Agronomes—Agronomists Examination

TABLEAU CONTENANT LES NOMS, PRÉNOMS, AGE ET DOMICILE DES ASPIRANTS A L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE AINSI QUE LE NOM DES INSTITUTIONS OU ILS ONT ÉTUDIÉ

TABLE CONTAINING THE NAMES, SURNAMES, AGE AND RESIDENCE OF ASPIRANTS TO THE STUDY OF AGRONOMY AND ALSO THE NAME OF THE INSTITUTIONS WHERE THEY HAVE STUDIED

Noms et prénoms Names and Surnames	Résidence Residence	Age	Institutions
Bourbeau, Raymond.....	Amos (Abitibi) P. Q.....	21	Externat classique St-Sulpice, B.A.
Ducharme, Lionel.....	St-Louis de France (Cham- plain).....	23	Séminaire des Trois-Rivières, B.A.
Falardeau, Roger.....	46 rue Scott, Québec.....	22	Séminaire St-Victor, Institut Agricole d'Oka.
Lalande, Gaspard.....	Ste-Scholastique, P.Q.....	25	Collège de Montréal, B.A.
Levac, Bernard.....	16, rue St-Joseph, Lachine.....	18	École Supérieure de St-Henri, Montréal.
Leveillé, Guy.....	4997, Queen Mary Rd, Mont- réal.....	17	École Commerciale St-Jérôme, Institut Agricole d'Oka.
Mainville, Clément.....	181, 2e avenue, Longueuil, P. Q.....	19	Collège de Longueuil.
Parent, Yvon.....	166, ave Royale, Giffard, P.Q.	17	Institut J. Thomas, Québec, Institut agricole d'Oka.
Roberge, Roger.....	155, Blv. de l'Entente, Québec	18	Collège des Jésuites, Québec.
Pagé, Marcel.....	Charlesbourg, P. Q.....	20	Académie Commerciale St-Raymond.
Langelier, Charles-Alcide.....	Ste-Angèle de Méridi (Ma- tane).....	27	École Ouellet (Québec), Institut agricole d'Oka, B.A.
Despatis, Camille.....	995, rue Visitation, Montréal.	19	Mont St-Louis, Montréal.
Morin, Jean-Paul.....	Charlesbourg village, P. Q....	19	Externat St-Jean Eudes, Québec, Insti- tut agricole, Oka.
Daneault, Roger.....	1514, rue Orléans, Montréal.	18	Cours scientifique, École du Plateau, Montreal.

Montréal, le 26 août 1942—Montreal, August 26th, 1942.

Le secrétaire-trésorier,

RENÉ MONETTE,

Secretary-Treasurer.

1939-36-2-o

Ministère du Travail

Department of Labour

CORRECTION

CORRECTION

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'avis de modification concernant le décret relatif à l'industrie du fer et bronze ornemental, publié dans la livraison du 5 septembre 1942, de la *Gazette officielle de Québec*, page 2561, est corrigé de la façon suivante:

Les mots "ordre en conseil numéro 1062, du 20 avril 1942" sont remplacés par les mots "ordre en conseil numéro 2687, du 9 octobre 1941, amendé par l'ordre en conseil numéro 1062, du 30 avril 1942".

Les mots "pour une période d'une (1) année à compter de cette date" sont remplacés par les mots "jusqu'au 31 décembre 1943".

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 septembre, 1942. 1998-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité conjoint des Tanneries et Corroïeries de la Province de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 523, du 5 février 1940, et amendements, relatif aux tanneries et corroïeries de la province de Québec:

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the notice of modification concerning the decree relating to the ornamental iron and bronze industry, published in the *Quebec Official Gazette* on September 5, 1942, page 2561, is corrected in the following manner:

The words "Order in Council number 1062, of April 20, 1942" are replaced by the words "Order in Council number 2687, of October 9, 1941, amended by Order number 1062, of April 30, 1942".

The words "pour une période d'une (1) année à compter de cette date", mentioned in the French version, are replaced by the words "jusqu'au 31 décembre 1943."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 12, 1942. 1998-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Tanneries and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 523, of February 5, 1940, and amendments, relating to the tanning and currying industry in the Province of Quebec:

1. Que les mots "à l'exception des" apparaissant à la deuxième ligne du premier alinéa de l'article I soient remplacés par les mot "y compris les".

2. Que le paragraphe "i" de l'article Va soit remplacé par le suivant:

"Aucun salarié prenant la place ou exécutant le travail d'un autre salarié qui est congédié, ou qui quitte son emploi, ou encore, qui est suspendu par son employeur, ne recevra une rémunération inférieure à celle du salarié ainsi remplacé."

3. Que l'article XIV soit remplacé par le suivant:

"XIV. L'employeur devra fournir les tabliers, les gants ou mitaines de caoutchouc, de toile ou de coton aux salariés qui habituellement se servent de ces articles et les outils nécessaires à l'exécution des travaux à exécuter."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 septembre 1942. 1999-o

1. That the words "with the exception of" mentioned in the first paragraph of section I be replaced by the words "including".

2. That subsection "i" of section Va be replaced by the following:

"Employees replacing or temporarily carrying on the work of other employees who have been discharged or who left their work, or, furthermore, who are suspended by their employer, shall receive at least the wages paid to the employees so replaced."

3. That section XIV be replaced by the following:

"XIV. The employer shall supply aprons, rubber, linen or cotton gloves or mittens to those of the employees who generally use such articles and the tools required to perform the various operations of the trade."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 12, 1942. 1999-o

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel du deux septembre 1942, d'accorder à monsieur Maurice Delage, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, la transmission des minutes, répertoire et index de monsieur le notaire Aurèle Leclerc, régistrateur de Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, ce trois septembre 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI. 1986-o

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council dated September second, 1942, to grant to Mr. Maurice Delage, notary, residing and practising at Quebec, judicial district of Quebec, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. Aurèle Leclerc, notary, registrar of Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, September third, 1942.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province. 1986

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 août 1942.

M. Paul Frenette, avocat, conseiller en loi du Roi et conseiller juridique au département du procureur général, de Québec: assistant-procureur général suppléant, à compter du 16 août 1942.

Québec, 21 août 1942.

Dr J.-O. Dussault, médecin à Québec: médecin à la prison commune du district de Québec (hommes et femmes), à compter du 1er septembre 1942.

M. André Régnier, avocat et conseil en loi du Roi, à St-Jean: magistrat de district pour les districts de Bedford, Iberville et Beauharnois et avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la Province.

MM. Horace Beaumier, Georges Chevalier, Louis Desrochers, J.-A.-Emile Roch et Léon-A.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, August 12th, 1942.

Mr. Paul Frenette, advocate, King's Counsellor, and Legal Advisor in the Department of the Attorney General, of Quebec: to be Acting Deputy Attorney General from and after the 16th of August, 1942.

Quebec, August 21st, 1942.

Dr. J. O. Dussault, physician, of Quebec: to be Doctor of the common goal of the District of Quebec, (men and women) from and after the 1st of September, 1942.

Mr. André Régnier, advocate and King's Counsel, of St. John's: to be District Magistrate for the Districts of Bedford, Iberville and Beauharnois, and with, moreover, concurrent jurisdiction with the other District Magistrates throughout the Province.

Messrs. Horace Beaumier, Georges Chevalier, Louis Desrochers, J. A. Emile Roch and Léon

Fontaine, notaire, tous de Joliette: commissaires pour l'érection civile des paroisses du diocèse de Joliette.

Québec, 26 août 1942.

M. Raoul Gagné, membre du Barreau du district de Saint-François: recorder de la cité de Sherbrooke.

Québec, 2 septembre 1942.

M. Maurice Carpentier, de Baie Comeau: greffier des juges de paix, à Baie Comeau, conformément aux dispositions de l'article 366, paragraphe 6, de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Philippe Gimaiel, surintendant de la taxe sur la gasoline, taxe de vente, taxe sur le tabac et services de la taxe d'hôpital, Québec: autorisé à administrer le serment d'allégeance et d'office aux officiers du revenu, suivant la Loi du service civil, chapitre 11, Statuts refondus de Québec, la Loi du revenu provincial, chapitre 73, Statuts refondus de Québec, et la Loi des officiers publics, chapitre 10, Statuts refondus de Québec, la présente autorité étant requise par l'article 11 de la Loi des officiers publics, chapitre 10, Statuts refondus de Québec, 1941.

1997-0

A. Fontaine, notary, all of Joliette: to be Commissioners for the Civil Erection of Parishes of the District of Joliette.

Quebec, August 26th, 1942.

Mr. Raoul Gagné, member of the Bar of the District of Saint Francis: to be Recorder of the City of Sherbrooke.

Quebec, September 2nd, 1942.

Mr. Maurice Carpentier, of Baie Comeau: to be clerk of the Justices of the Peace at Baie Comeau, pursuant to the provisions of article 366, paragraph 6, of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Philippe Gimaiel, Supervisor of the Gasoline, Sales Tax, Tobacco Tax and Hospital Duty Services, Quebec: to be authorized to administer the oaths of allegiance and office to Revenue Officers, according to the Civil Service Act, Chapter 11, Revised Statutes of Quebec, the Provincial Revenue Act, Chapter 73, Revised Statutes of Quebec, and the Public Officers Act, Chapter 10, Revised Statutes of Quebec, the present authority being required by Section 11 of the Public Officers Act, Chapter 10, Revised Statutes of Quebec, 1941.

1997

Soumissions

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE VILLE DE MONTRÉAL-EST, COMTÉ DE LAVAL.

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est, comté de Laval, recevront, d'ici au vingt-huit septembre 1942, à midi, à leur bureau à l'école Alfred Richard, 40 avenue Lelièvre, Montréal-Est, des soumissions écrites, adressées au secrétaire-trésorier soussigné, pour une émission d'obligations de ladite municipalité scolaire, dûment autorisée, pour une somme de quinze mille (\$15,000.00) dollars, remboursables en vingt (20) ans, par séries annuelles, et portant intérêt à raison de quatre (4%) pour cent l'an.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur lesdites obligations au moment de leur livraison.

Ladite municipalité scolaire ne s'engage pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions qui auront été reçues.

Montréal-Est, ce huitième jour du mois de septembre, mil neuf cent quarante-deux.

[Sceau]

Le secrétaire-trésorier,
J. A. FOREST.

1993-0

Tenders

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF MONTREAL-EAST, COUNTY OF LAVAL.

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the Town of Montreal-East, County of Laval, will receive, from this to the twenty-eighth of September, 1942, at noon, at their office in the Alfred Richard school, 40 Lelièvre avenue, Montreal-East, written tenders addressed to the undersigned secretary treasurer, for an issue of bonds of the said School Municipality, duly authorized for an amount of fifteen thousand dollars (\$15,000.) redeemable in twenty (20) years, by annual series and bearing interest at the rate of four (4%) per cent per annum.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include the accrued interest on said bonds at the time of their delivery.

The said School Municipality shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders received.

Montreal-East, this eighth day of the month of September, nineteen hundred and forty-two.

[Seal]

J. A. FOREST,
Secretary-treasurer.

1993

Ventes par licitation

Province de Québec, District de Montréal, N° 210747. Cour Supérieure.

Dame Berthe alias Jeannette Derome, épouse séparée de biens de Arthur Riendeau, bedeau, des cité et district de Montréal, et ledit Arthur Riendeau aux fins d'autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs Dame Rose

Sales by Licitaton

Province of Quebec, District of Montreal, No. 210747. Superior Court.

Dame Berthe alias Jeannette Derome, wife separate as to property of Arthur Riendeau, Sexton, of the city and district of Montreal, and the said Arthur Riendeau to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs Dame Rose

Derome, épouse séparée de biens de Louis Mackay, voyageur, des cité et district de Montréal, et ledit Louis Mackay pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

AVIS

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, en date du 1er septembre 1942, rendu par l'Hon. Juge Alfred Forest, dans la cause sus-mentionnée, il a été ordonné la licitation de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"Un immeuble constitué par (a) Un lopin de terre de forme irrégulière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme étant partie du lot numéro cent dix (Ptie 110), borné au nord-ouest par partie du susdit lot 110, et par le lot 112 susdit cadastre; au nord-est par partie subdivisée du lot 113 du susdit cadastre, au sud-est par partie subdivisée du lot 110 du même cadastre, au sud-ouest par partie du susdit lot 110 et par partie du lot 109 du même cadastre; à l'ouest par le chemin public ou Boulevard Gouin; contenant en superficie vingt-trois mille cinq cent soixante pieds (23560') le tout mesure anglaise et ainsi que le tout se trouve actuellement avec la maison et toutes les dépendances y érigées portant le N° civique 3264 du Boulevard Gouin-Est, à Montréal Nord; (b) Un lopin de terre de forme triangulaire, connu et désigné aux mêmes plan et livres de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme étant partie du lot numéro cent neuf (Ptie 109) borné au nord-est par partie du lot 110 ci-haut décrite; au sud-est par partie du susdit lot 109; à l'ouest par le chemin public ou Boulevard Gouin; mesurant dans la ligne nord-est cinq pieds et quatre vingt-cinq centièmes (5.85'), dans la ligne sud-est, six pieds et trente-huit centièmes de pied (6.38') dans la ligne ouest sept pieds et sept dixièmes de pied (7.7'); contenant en superficie quinze pieds (15') le tout mesure anglaise.

Un dépôt de mille dollars (\$1,000.00) sera exigé de tout enchérisseur, pour la réception de son offre et enchère sur ledit immeuble.

Ledit immeuble sera vendu à l'enchère et adjudgé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le QUATORZE OCTOBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi, au Palais de Justice à Montréal, salle d'audience N° 31, ou dans toute autre salle que la Cour indiquera, ladite vente sujette aux clauses, charges et conditions mentionnées dans le cahier des charges approuvé et homologué par jugement de l'honorable Juge Alfred Forest en date du 5 septembre 1942 et déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure.

Toute opposition à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler, relative au susdit immeuble ne sera pas reçue plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers, devra être produite au greffe de ladite Cour dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de faire opposition dans les délais prescrits, elles en seront forcloses de plein droit.

Montréal, 5 septembre 1942.

Les avocats de la demanderesse,

1989-37-2-0 PERRAULT et PERRAULT.

Derome, wife separate as to property of Louis Mackay, traveller, of the City and District of Montreal, and the said Louis Mackay to authorize his wife for the purposes hereof, defendants.

NOTICE

Notice is hereby given in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, under date the 1st of September, 1942, rendered by the Hon. Justice Alfred Forest, in the case above mentioned, ordering the licitation of the immovable herein-after described, namely:

An immovable comprising (a) A parcel of land of irregular figure, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, as being part of lot number one hundred and ten (Pt. 110), bounded on the north-west by a part of the aforesaid lot 110, and by lot 112 of the aforesaid cadastre; on the north-east by a subdivided part of lot 113 of the aforesaid cadastre, on the south-east by a subdivided part of lot 110 of the same cadastre, on the south-west by a part of aforesaid lot 110 and by a part of lot 109 of the same cadastre; on the west by the public road or Boulevard Gouin; containing in area twenty-three thousand five hundred and sixty feet (23560') the whole English measure and as the whole presently subsists with the house and all dependencies thereon erected bearing civic No. 3264 Boulevard Gouin East, Montreal-North; (b) A parcel of land of triangular figure, known and designated on the same official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, as being a part of lot number one hundred and nine (Pt. 109) bounded on the north-east by a part of lot 110 above described; on the south-east by a part of aforesaid lot 109; on the west by the public road or Boulevard Gouin; measuring in the north-east line five feet and eighty-five hundredths (5.85'), in the south-east line six feet and thirty-eight hundredths of a foot (6.38'), in the west line seven feet and seven tenths of a foot (7.7'); containing in area fifteen feet (15') the whole English measure.

A deposit of one thousand dollars (\$1,000) shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid on the said immovable.

The said immovable shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, at the Court House at Montreal, Room No. 31, or in any other room which the Court may indicate, the said sale shall be subject to the clauses, charges and conditions mentioned in the list of charges approved and homologated by judgment of the Hon. Justice Alfred Forest under date the 5th September, 1942, and filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court.

Any opposition to secure charges, to withdraw or to annul in connection with the said immovables shall not be received later than the twelfth day before the day fixed for the sale, and any opposition for payment or any claim on the proceeds of the sale must be filed in the office of the said Court within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays specified, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, September 5, 1942.

PERRAULT et PERRAULT,

Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Saguenay, Cour Supérieure, N° 6446. Amanda Bouchard, demanderesse; vs Stanislas Allard et al, défendeurs.

Canada, Province of Quebec, District of Saguenay, Superior Court, No. 6446. Amanda Bouchard, plaintiff; vs Stanislas Allard et al, defendants.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné que par un jugement de la Cour Supérieure siégeant à La Malbaie, dans le district de Saguenay, en date du 18 mai 1942, dans une cause dans laquelle Dame Amanda Bouchard, de La Malbaie, est demanderesse, il a été ordonné de procéder à la vente et à la licitation de l'immeuble suivant:

Un certain terrain ou emplacement situé dans le village de la Pointe au Pic, comté de Charlevoix, borné en front vers le nord-est au chemin public du dit village de Pointe au Pic, et en arrière, à la profondeur aux héritiers de feu Adéland Warren, tenant d'un côté vers le nord-ouest, partie à Joseph Bouchard et partie à Jean-Charles Bouchard, et d'autre côté vers le sud-est, aux héritiers de feu Adéland Warren susdit, le dit terrain ou emplacement étant le lot de terre numéro 63 et une partie du lot numéro 66 du cadastre officiel pour le susdit village de Pointe au Pic, comté de Charlevoix, la dite partie du lot 66 étant une lisière nord-ouest du dit lot, tel que la dite lisière a été achetée de feu Adéland Warren par James D. O'Connell, avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

En vertu du dit jugement, l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé en bloc au plus offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE, 1942, à DIX heures a.m., devant le Prothonotaire de la Cour Supérieure du district de Saguenay, à son bureau, au Palais de Justice, à La Malbaie, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Prothonotaire de la dite Cour.

Toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe du dit Prothonotaire au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication.

A défaut par les parties intéressées de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits ci-dessus, elles seront forcloses du droit de le faire.

La Malbaie, le 8 septembre 1942.

Le procureur de la demanderesse,
1995-37-2-o HENRI D'AUTEUIL.

Canada, Province de Québec, District de Saguenay, Cour Supérieure. N° 6462. Antonio Larouche & al, demandeurs; vs Dame Alex. Desjardins & Uxor, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné que par un jugement de la Cour Supérieure siégeant à La Malbaie, dans le district de Saguenay, en date du 18 mai 1942, dans une cause dans laquelle ANTONIO LAROCHE et al, de La Malbaie, sont demandeurs, il a été ordonné de procéder à la vente et à la licitation de l'immeuble suivant:

Un terrain ou emplacement situé en le village de La Malbaie, Charlevoix, avec toutes bâties dessus construites, dépendances et circonstances, étant et composant les lots de terres numéros cinq cent quarante et un (541), cinq cent quarante-deux (542) cinq cent quarante-trois (543) et cinq cent quarante-quatre (544) du cadastre

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court sitting at La Malbaie, in the district of Saguenay, dated the 18th May, 1942, in a case wherein Dame Amanda Bouchard, of La Malbaie, is plaintiff, the following immovable shall be sold by licitation:

A certain lot of land or emplacement situate in the Village of Pointe au Pic, county of Charlevoix, bounded in front towards the North-East by the public road of the said Village of Pointe au Pic, and in rear, at the depth, by the heirs of the late Adéland Warren, on one side to the North-West, partly by Joseph Bouchard and partly by Jean-Charles Bouchard, and on the other side to the South-East, by the heirs of the late Adéland Warren aforesaid, the said lot of land or emplacement being the lot of land No. 63 and a part of lot No. 66 of the official cadastre for the aforesaid Village of Pointe au Pic, county of Charlevoix, the said part of lot 66 being a North-West strip of said lot, as the said strip was bought from the late Adéland Warren by James D. O'Connell—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

In virtue of the said judgment, the above described immovable shall be sold by auction and adjudged "en bloc" to the highest and last bidder, on the THIRTEENTH of OCTOBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, before the Prothonotary of the Superior Court for the district of Saguenay, at his office, in the Court House, at La Malbaie, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the said Prothonotary at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication.

Failing the interested parties to file the said oppositions in the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

La Malbaie, September 8, 1942.

HENRI D'AUTEUIL,
1995-37-2 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Saguenay, Superior Court. No. 6462. Antonio Larouche & al, plaintiffs; vs Dame Alex. Desjardins & Uxor, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court sitting at La Malbaie, in the district of Saguenay, dated the 18th May, 1942, in a case wherein ANTONIO LAROCHE et al, of La Malbaie, are plaintiffs, the following immovable shall be sold by licitation.

A lot of land or emplacement situate in the Village of La Malbaie, Charlevoix—with all the buildings thereon erected, dependencies and circumstances, being and comprising the lots of land numbers five hundred and forty-one (541), five hundred and forty-two (542), five hundred and forty-three (543) and five hundred and forty-

officiel de la paroisse de St-Etienne de La Malbaie, Charlevoix.

En vertu du dit jugement, les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés en bloc au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZE OCTOBRE, 1942, à DIX heures a.m., devant le Prothonotaire de la Cour Supérieure du district de Saguenay, à son bureau, au Palais de Justice, à La Malbaie, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Prothonotaire de la dite Cour.

Toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe du dit Prothonotaire au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication.

A défaut par les parties intéressées de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits ci-dessus, elles seront forcloses du droit de le faire.

La Malbaie, le 8 septembre 1942.

Le procureur des demandeurs,
1996-37-2-o HENRI D'AUTEUIL.

four (544) of the official cadastre for the parish of St-Etienne de la Malbaie, Charlevoix.

In virtue of the said judgment, the immovables above described shall be sold by auction and adjudged "en bloc" to the highest and last bidder, on the FOURTEENTH of OCTOBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, before the Prothonotary of the Superior Court for the district of Saguenay, at his office, in the Court House, at La Malbaie, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the said Prothonotary at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication.

Failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

La Malbaie, September 8, 1942.

HENRI D'AUTEUIL,
1996-37-2 Attorney for plaintiffs.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, Comté de Rouville

VILLE DE MARIEVILLE

Avis public est par les présentes donné par B.-N. Ladouceur, greffier de la Ville de Marieville, que l'immeuble ci-dessous décrit sera vendu à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, dans la salle des délibérations du conseil municipal, en la Ville de Marieville, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent quarante-deux, à DIX heures de l'avant-midi (heure dite avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales, cotisations scolaires et répartitions d'église, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais, ne soient payés avant la vente, ledit immeuble décrit comme suit, savoir:

Un emplacement situé en la Ville de Marieville, appartenant à la succession Augustin Sabourin, connu comme faisant partie du lot numéro cent trente-cinq des plan et livre de renvoi officiels du Village de Marieville, de la contenance de soixante pieds de front, mesure anglaise, avec la rue Choquette, sur une profondeur de cent trente pieds, aussi mesure anglaise, le tout plus ou moins, borné, ce dit emplacement, au nord par la rue Choquette; au sud par l'emplacement de T. Guertin ou représentants; d'un côté, vers l'ouest, par l'immeuble Dussault & Daigneault ou représentants; et de l'autre côté, vers l'est, par Moïse Guédesse ou représentants; avec la maison et ses dépendances dessus construites et avec toutes les servitudes y attachées; ce dit emplacement étant maintenant plus particulièrement connu et désigné comme étant le lot numéro trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-cinq (135-35) des dits plan et livre de renvoi officiels du Village de Marieville.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec, County of Rouville

TOWN OF MARIEVILLE

Notice is hereby given by B. N. Ladouceur, Clerk of the Town of Marieville, that the immovable property hereinafter described will be sold by public auction, at the City Hall, in the Council-Chamber, in the Town of Marieville, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER nineteen hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time so-called) to satisfy to the payment of the municipal and school taxes and of the church dues and the costs which shall be subsequently incurred, unless the said taxes and dues be paid before the sale, said property described as follows:

An emplacement situated in the Town of Marieville, belonging to the Estate Augustin Sabourin, known and described as forming part of the lot number one hundred and thirty-five of the official plan and book of reference of the Village of Marieville, containing sixty feet in front, English measure, on Choquette street, and one hundred and thirty feet in depth, also English measure and more or less, said emplacement being bounded to the north by Choquette Street; to the south by the emplacement of T. Guertin or representatives; on one side, to the west, by the emplacement belonging to Dussault & Daigneault or representatives; and on the other side, to the east, by Moïse Guédesse or representatives; together with the house and out-buildings thereon erected and with all the servitudes attached thereto; the said emplacement being now more particularly known and designated as number thirty five of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-five (135-35) of the official plan and book of reference of the Village of Marieville.

Donné en la ville de Marieville, ce trente-unième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-deux.

1945-36-2-o

Le greffier,
B.-N. LADOUCEUR.

AVIS

Que le SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville, de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés, situés dans la cité des Trois-Rivières seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

Un emplacement situé au coin Sud-Ouest de la rue Ste-Angèle, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot N° 182 de la subdivision officielle du lot N° 1755 (1755-182) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières. Distraire cependant de cet emplacement une pointe de terre à prendre au sud-est dudit lot N° 182 et ayant 15 pieds de largeur au front sur la dite rue Ste-Angèle et rétrécissant graduellement jusqu'à une profondeur de quarante-deux pieds environ pour se terminer en pointe à la profondeur; avec en plus une pointe de terrain à prendre du côté nord-ouest et à la profondeur du lot N° p.1834 du dit cadastre ayant quinze pouces de largeur à la profondeur et rétrécissant graduellement de manière à se terminer en pointe à une distance d'environ quarante-sept pieds et six pouces et en venant vers le front dudit emplacement, le tout à la mesure anglaise avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, et avec droit dans la ruelle se trouvant à la profondeur du dit lot et connue et désignée sous le N° 1755-141 du dit cadastre, à la charge par l'acquéreur d'entretenir la moitié nord-est de la susdite ruelle sur toute la largeur dudit lot comme ruelle sans jamais rien pouvoir y déposer qui soit de nature à gêner la circulation en icelle, le tout suivant les titres de propriété du vendeur, comme appartenant à M. Josaphat Pronovost;

Un lot vacant situé du côté sud-est de la rue Ste-Catherine, connu et désigné comme étant le lot N° 1124-141 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le Nord-Ouest par la rue Ste-Catherine, N° 1124-157; vers le Sud-Est par la ruelle N° 1124-153; vers le Nord-Est par le lot N° 1124-140, et vers le Sud-Ouest par le lot N° 1124-142, comme appartenant à M. Donat Tourville;

Un lot vacant situé du côté sud-est de la rue Ste-Catherine, connu et désigné comme étant le lot N° 1124-142, du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le Nord-Ouest par la rue Ste-Catherine, N° 1124-157; vers le Sud-Est par la ruelle N° 1124-153; vers le Nord-Est par le lot N° 1124-141 et vers le Sud-Ouest par le lot N° 1124-143, comme appartenant à M. Donat Tourville;

Un lot vacant situé du côté sud-est de la rue Montcalm, connu et désigné comme étant le lot N° 1122-238 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le Nord-Ouest par la rue Montcalm, N° 1122-243; vers le Sud-Est par la ruelle N° 1122-214; vers le Nord-Est par le lot N° 1122-239 et vers le Sud-Ouest par le lot N° 1122-237, comme appartenant à M. J. Raoul Poirier;

Un emplacement situé du côté sud du chemin Ste-Marguerite, connu et désigné comme étant

Given at the Town of Marieville this thirty-first day of August nineteen hundred and forty-two.

1945-36-2-o

B.-N. LADOUCEUR,
Clerk.

NOTICE

That on the SEVENTH day of OCTOBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall, of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinafter described, situate in the City of Trois-Rivières, shall be sold as encumbered with taxes which were not paid within the six months following the notice of the filing of the roll, as required by Law, namely:

An emplacement situate at the south-west corner of Ste-Angèle street, in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot No. 182 of the official subdivision of lot No. 1755 (1755-182) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières. To be deducted, however, from the said emplacement a point of land to be taken on the south-east of said lot No. 182 and measuring 15 feet in width in front on said St-Angèle street and narrowing gradually to a depth of forty-two feet or thereabouts to end in a point at the depth; with moreover a point of land to be taken from the north-west side and at the depth of lot No. Pt. 1834 of said cadastre measuring fifteen inches in width at the depth and narrowing gradually so as to end in a point at a distance of about forty-seven feet and six inches and running towards the front of the said emplacement, the whole English measure—with the house thereon erected, circumstances and dependencies, and with right in the lane situate at the depth of said lot and known and designated under No. 1755-141 of said cadastre, the purchaser being charged with the maintenance of the north-east half of the aforesaid lane on the whole width of said lot as a lane without ever allowing any encumbrance that might in any way interfere with traffic thereon, the whole in accordance with the property titles of the vendor, as belonging to Mr. Josaphat Pronovost;

A vacant lot situate on the South-East side of Ste-Catherine street, known and designated as being lot No. 1124-141 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front towards the North-West by Ste-Catherine street, No. 1124-157; on the South-East by the lane No. 1124-153; towards the North-East by lot No. 1124-140, and towards the South-West by lot No. 1124-142, as belonging to Mr. Donat Tourville;

A vacant lot situate on the South-East side of Ste-Catherine street, known and designated as being lot No. 1124-142, of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front towards the North-West by Ste-Catherine street, No. 1124-157; towards the South-East by the lane No. 1124-153; towards the North-East by lot No. 1124-141 and towards the South-West by lot No. 1124-143, as belonging to Mr. Donat Tourville;

A vacant lot situate on the South-East side of Montcalm street, known and designated as being lot No. 1122-238 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front on the North-West by Montcalm street, No. 1122-243; towards the South-East by the lane No. 1122-214; on the North-East by lot No. 1122-239 and towards the South-West by lot No. 1122-237, as belonging to Mr. J. Raoul Poirier;

An emplacement situate on the South side of Ste-Marguerite Road, known and designated as

le lot N° 66 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, et portant le N° civique 1919 rue Ste-Marguerite, borné en front vers le nord par le chemin Ste-Marguerite; vers le sud par le lot N° 26a-442; vers l'est, par le résidu du lot 66 et vers l'Ouest par la ruelle N° 26a-442; apparaissant au rôle d'évaluation de la cité, comme appartenant à M. Edm. Raymond;

Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue St-Pierre, connu et désigné comme étant le lot N° 2172 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières et portant le N° civique 926 rue St-Pierre, borné en front vers le Sud-Est par la rue St-Pierre; vers le Nord-Ouest par le lot N° 2167; vers le Nord-Est par la rue Laviolette et vers le Sud-Ouest par les lots 2171 et 2169, comme appartenant à Read Motors Ltd;

Un emplacement situé du côté Nord-Est de la rue Bonaventure, connu et désigné comme étant le lot N° 2169 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le Sud-Ouest par la rue Bonaventure; vers le Nord-Est par le lot N° 2172; vers le Sud-Est par les lots N° 2170 et 2171 et vers le Nord-Ouest par le lot N° 2168, comme appartenant à Read Motors Limited.

2002-37-2-o Le greffier,
GEORGES BEAUMIER.

being lot No. 66 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, and bearing civic No. 1919 Ste-Marguerite street, bounded in front on the North by Ste-Marguerite Road, on the South by lot No. 26a-442; on the East, by the residue of lot 66 and on the West by the lane No. 26a-442; appearing on the valuation roll of the City, as belonging to Mr. Edm. Raymond;

An emplacement situate on the North-West side of St-Pierre street, known and designated as being lot No. 2172 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, and bearing civic No. 926 St-Pierre street, bounded in front on the South-East by St-Pierre street; on the North-West by lot No. 2167; on the North-East by Laviolette street and on the South-West by lots 2171 and 2169, as belonging to the Read Motors Ltd;

An emplacement situate on the North-East side of Bonaventure street, known and designated as being lot No. 2169 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front on the South-West by Bonaventure street; on the North-East by lot No. 2172; on the South-East by lots No. 2170 and 2171 and on the North-West by lot No. 2168, as belonging to the Read Motors Limited.

2002-37-2 GEORGES BEAUMIER,
Clerk.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Gaspé

Percé, à savoir: { **W. A. KRUSE**, vendeur
N° 2498 { **W.** d'automobiles, faisant
affaires sous le nom de "Gaspé Motor Sales" à
Gaspé, comté de Gaspé, demandeur; vs **AL-**
PHONSE LEMIEUX jr, journalier, de Fonte-
nelle, comté de Gaspé, défendeur:

Un certain lot de terre faisant partie du lot numéro sept (7) rang un de la Municipalité de Sydenham Sud, mesurant environ quarante-neuf acres et demi (49½) plus ou moins, borné au nord par le rang deux du dit Canton, au sud par la Rivière Dartmouth, à l'est par Willie Roberts et à l'ouest par Philip Stanley.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Majorique, District de Gaspé, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE 1942 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, M. J. FURLONG.
Percé, le 8 septembre 1942. 2003-37-2-o
[Première publication, le 12 septembre 1942]

Le shérif,

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { **DOMINA PINSON**,
N° 4510 { **NEAULT**, journa-
lier, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle,
district d'Iberville, demandeur; vs **LÉO GI-**
RARD, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur.

Un immeuble portant le numéro quatre cent cinquante-six (N° 456) des plan et livre de ren-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Gaspé

Percé, to wit: { **W. A. KRUSE**, automobile
No. 2498 { **W.** salesman, carrying on
business under the name of "Gaspé Motor
Sales", at Gaspé, County of Gaspé, plaintiff; vs
ALPHONSE LEMIEUX jr, laborer, of Fonte-
nelle, County of Gaspé, defendant.

A certain lot of land forming part of lot number seven (7) Range one of the Municipality of Sydenham South, measuring about forty-nine and one half (49½) acres, more or less, bounded on the North by Range two of said Township, on the South by the Dartmouth River, on the East by Willie Roberts and on the West by Philip Stanley.

To be sold at the church door of St. Majorique, District of Gaspé, on the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, M. J. FURLONG,
Percé, September 8th, 1942. Sheriff.
[First publication, September 12th, 1942] 2003-37-2

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Iberville

Saint-Jean, to wit: { **DOMINA PINSON**,
No. 4510 { **NEAULT**, laborer,
of the parish of Saint-Bernard de Lacolle, district
of Iberville, plaintiff; vs **LÉO GIRARD**, of the
same place, defendant.

As belonging to the said defendant.

An immovable being the number four hundred and fifty-six (No. 456) of the official plan and

voix officiels de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, avec bâtisses dessus construites, moins cependant la partie vendue aux Commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, par acte enregistré sous le numéro 44024.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, le 18 août, 1942. 1850-34-2-o
[Première publication le 22 août, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LOUIS DUBROVSKY,
N° 211868 { des cité et district de
Montréal, marchand, y exerçant seul le commerce
sous les nom et raison sociale de "City Lumber
Supply Company", demandeur; vs ISRAEL
KESSLER, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Drolet, connu comme étant la subdivision sept cent neuf du lot originaire numéro quinze (15-709) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jean-Baptiste, avec les maisons portant les numéros civiques 4400, 4402 et 4404 de ladite rue Drolet, et toutes les bâtisses dessus érigées, et avec le droit en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière dudit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQ SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$390 sera exigé de tout offrand et enchérisseur suivant jugement de l'honorable Juge Savard en date du 13 août 1942.

Bureau du shérif. Le shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, le 18 août 1942. 1844—34-2
[Première publication, 22 août 1942]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal à savoir: { THE ROYAL TRUST
N° 205776 { COMPANY et al,
es-qualité, demandeurs; vs DAME MARIA
EGLANTINE DEGRE, épouse séparée de
biens de Alexander Simpson, et ce dernier pour
autoriser sadite épouse aux fins des présentes,
défenderesse.

"Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Royale dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal, contenant trente-sept pieds six pouces de largeur sur soixante-quatre pieds de profondeur, et en superficie deux mille quatre cents pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et composé de:

1. Le lopin de terre actuellement connu et désigné comme étant la subdivision numéro un de la subdivision numéro deux cent quatre-vingt-trois du lot numéro cent soixante et dix (170-283-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; et:

2. Le lopin de terre connu comme étant la subdivision numéro deux de la subdivision numéro deux cent quatre-vingt-quatre dudit lot officiel numéro cent soixante et dix (170-284-2).

Avec la maison d'habitation dessus érigée portant le numéro civique 3867 (autrefois le numéro 43) sur ladite Avenue Royale, dont le mur du pignon du côté nord-ouest, mitoyen aux lieux contigus.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQ SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

book of reference for the parish of Saint-Bernard de Lacolle, with buildings upon erected, less however the part sold to the School Commissioners of the parish of Saint-Bernard de Lacolle, by deed of sale registered upon number 44024.

To be sold at the Church door of the parish of Saint-Bernard de Lacolle, on the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, August the 18th, 1942. 1850-34-2-o
[First publication, August 22nd, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { LOUIS DUBROVSKY,
No. 211868 { of the City and District
of Montreal, merchant, therein carrying on
business alone under the firm name and style of
"City Lumber Supply Company", plaintiff; vs
ISRAEL KESSLER, defendant.

An emplacement situated in the City of Montreal, fronting on Drolet Street, known as subdivision seven hundred and nine of the original lot number fifteen (15-709) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of St. Jean Baptiste, with houses bearing civic number 4400, 4402 and 4404 of the said Drolet street, and all their buildings thereon erected, and with the right in common with others in the lane in rear of said lot.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$390.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Savard, dated August 13th, 1942.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, August 18th, 1942. 1844—34-2-o
[First publication, August 22nd, 1942]

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal to wit: { THE ROYAL TRUST
No. 205776 { COMPANY et al, es-
qual, plaintiffs; vs DAME MARIA EGLANTINE
DEGRE, wife separate as to property of
Alexander Simpson, and the latter to authorize
his said wife for the purposes hereof, defendant.

"That certain emplacement fronting on Royal Avenue in the Notre-Dame de Grace Ward of the City of Montreal, containing thirty-seven feet six inches in width by sixty-four feet in depth, and a superficial area of two thousand four hundred feet, English measure and more or less, and composed of:—

1. The lot of land now known and designated as subdivision number one of subdivision number two hundred and eighty-three of lot number one hundred and seventy (170-283-1) on the Official Plan and in the Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal; and:

2. The lot of land known as subdivision number two of subdivision number two-hundred and eighty-four of said official lot number one hundred and seventy (170-284-2).

With the dwelling house thereon erected bearing the civic number 3867 (formerly number 43) in the said Royal Avenue, whereof the gable wall on the North-West side is mitoyen with the adjoining premises.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$800 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Savard, en date du 13 août 1942.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, le 18 août 1942. 1845-34-2
[Première publication, 22 août 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: { CANADA PERMA-
No. 211548 } NENT MORTGA-
GE CORPORATION, Demanderesse; vs AL-
BERT LAURIER, Défendeur, & DAME CÉCI-
LE LAURIER & al, Mise-en-cause.

Comme appartenant au défendeur.

1. "Ce certain emplacement ayant front sur la rue Bélanger, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision 223 du lot 485 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec la bâtisse dessus érigée portant les numéros civiques 1276, 1278 et 1280 rue Bélanger, dont les deux murs sont mitoyens, avec ensemble et sujet au droit de vue quant aux balcons situés à l'avant de la maison sur le lot adjacent, étant le lot 222 dudit lot originaire 485 desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet".

2. "Ce certain emplacement ayant front sur la rue St-Dominique, en la cité de Montréal, comprenant trente pieds en largeur par soixante-dix pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé de:

a) La subdivision numéro seize du lot originaire six cent quarante-trois B (643 B-16) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, ledit lot comprenant vingt-cinq pieds en largeur par soixante-dix pieds en profondeur, et

b) La partie sud-est de la subdivision numéro dix-sept dudit lot originaire six cent quarante-trois B (643 B—S.E. ptie 17) aux dits plan et livre de renvoi officiels, ladite partie comprenant cinq pieds en largeur par soixante-dix pieds en profondeur, et ladite partie étant bornée en front par la rue St-Dominique, en arrière par la ligne arrière de la subdivision, d'un côté par la subdivision 16 dudit lot ci-dessus décrit, et de l'autre côté au nord-ouest par la partie nord-ouest ou restante de ladite subdivision dix-sept,

Avec la bâtisse de deux étages lambrissée en brique dessus érigée portant les numéros civiques 7789, 7791 et 7793 rue St-Dominique, dont les murs nord-ouest et sud-est sont mitoyens."

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$930 relativement au premier paragraphe et un dépôt de \$600 quant au second paragraphe seront exigés de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer en date du 18 août 1942.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, le 19 août 1942. 1863-34-2
[Première publication, 22 août 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { JOSÉPHINE RÉMIL-
No. 44935 } LARD DUFRESNE, do-
miciée au No 70, rue St-Louis, en la Cité de
Québec, veuve de feu Louis Rivard Dufresne,

A deposit of \$800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Savard, dated August 13th, 1942.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 18th, 1942. 1845-34-2-o
[First publication, August 22nd, 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S.C.—District of Montreal
Montreal, to wit: { CANADA PERMANENT
No. 211548 } MORTGAGE COR-
PORATION, Plaintiff; vs ALBERT LAURIER
Defendant, & DAME CÉCILE LAURIER & al,
Mis-en-cause.

As belonging to defendant.

1. "That certain emplacement fronting on Belanger Street in the City of Montreal known and designated as Subdivision 223 of Lot 485 of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Sault-au-Récollet, with the building thereon erected bearing civic numbers 1276, 1278 and 1280 Belanger Street, both walls of which are mitoyen together with and subject to the right of overlooking as it regards balconies situated in front of the house over the adjacent lot, being lot 222 of said original lot 485 upon the said official Plan and Book of Reference of the Parish of Sault-au-Récollet."

2. "That certain emplacement fronting on St. Dominique Street in the City of Montreal, containing thirty feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less, and being composed of—

a) Subdivision Number Sixteen of original Lot Six hundred and forty-three B (643 B-16) of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Laurent, containing the said lot twenty-five feet in width by seventy feet in depth, and

b) The south-east part of Subdivision Number Seventeen of said original Lot Six hundred and forty-three B (643 B-S.E.pt. 17) of the said Official Plan and Book of Reference, containing the said part five feet in width by seventy feet in depth, and being bounded the said part in front by St. Dominique Street, in rear by the rear line of the Subdivision, on one side by Subdivision 16 of the said Lot hereinabove described and on the other side to the north-west by the North-west or remaining portion of the said Subdivision seventeen,

With the Two-storey brick encased building thereon erected bearing civic numbers 7789, 7791 and 7793 St. Dominique Street, the north-west and south-east walls whereof are built mitoyen."

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$930.00 as to the first paragraph and of \$600.00 as to the second paragraph shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated August 18th, 1942.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 19th, 1942. 1863-34-2-o
[First publication, August 22nd, 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { JOSÉPHINE RÉMIL-
No. 44935 } LARD DUFRESNE, re-
siding at No. 70 St. Louis street, in the City of
Quebec, widow of the late Louis Rivard Du-

de son vivant du même lieu, et EUGÉNIE RÉMILLARD, domiciliée au N° 39, rue Ste-Geneviève, en la Cité de Québec, fille majeure usant de ses droits, tant personnellement qu'en sa qualité d'héritière aux successions de ses deux sœurs: Alice & Marie Rémillard; contre DAME AMANDA VALLIÈRES LACASSE, épouse séparée de biens de J. C. Lacasse, tous deux de la cité de Québec, en sa qualité de légataire universelle résiduaire à la succession de Dame Adèle Gagné, veuve de feu Michel Vallières, et le dit J. C. LACASSE, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, à savoir:

Les lots 128-2 (cent vingt-huit-deux) et 129-1 (cent vingt-neuf-un) du cadastre officiel N° 98 (quatre-vingt-dix-huit) pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé Avenue des Érables, mesurant 25 pieds et 4 pouces de front sur 125 pieds de profondeur, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujets au droit de passage en commun, à pieds et en voiture, sur la rue St-Jacques et la ruelle désignée sous le N° 98-227.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 9 septembre 1942. L. LAPIERRE.
[Première publication, 12 septembre 1942] 1994-37-2-0
[Deuxième publication, 26 septembre 1942]

fresne, in his lifetime of the same place, and EUGÉNIE RÉMILLARD, residing at No. 39 St. Geneviève street, in the City of Quebec, spinster in the use of her rights, both personally and as heir to the estate of her two sisters: Alice and Marie Rémillard; against DAME AMANDA VALLIÈRES LACASSE, wife separate as to property of J. C. Lacasse, both of the City of Quebec, in her quality of universal residuary legatee to the Estate of Dame Adèle Gagné, widow of the late Michel Vallières, and the said J. C. LACASSE, to authorize and assist his wife for the purposes hereof, to wit:

Lots 128-2 (one hundred and twenty-eight-two) and 129-1 (one hundred and twenty-nine-one) of the official cadastre No. 98 (ninety-eight) for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Maple Avenue, measuring 25 feet and 4 inches in front by 125 feet in depth, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to right of way in common, on foot and with vehicle, on St. James street, and the lane designated under No. 98-227.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE, Sheriff's Office,
Québec, September 9, 1942. 1994-37-2
[First publication, September 12, 1942]
[Second publication, September 26, 1942]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 37

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2567

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Weltman vs Weltman..... 2576

AVIS DIVERS:

Commissaires d'écoles du village de Ste-Anne-des-Monts vs Héritiers Rigobert Miville *et al.*..... 2576
Longchamp, Joseph..... 2576
Paradis, Armand..... 2576
Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de St-Joseph d'Alma Inc..... 2577

BUREAU-CHEF:

John Fisher Limited..... 2577

CHARTRE—ABANDON DE:

Dunrae Gardens Building Co. Limited.. 2577

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

Ordonnance N° 1-E-Sp-A-42—Montréal et Québec..... 2578

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

McMasterville, munic. scolaire..... 2578

ERRATUM:

Létourneau vs Caron..... 2578

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2567

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Weltman vs Weltman..... 2576

MISCELLANEOUS NOTICES:

School Commissioners of the village of Ste-Anne-des-Monts vs Heirs of Rigobert Miville *et al.*..... 2576
Longchamp, Joseph..... 2576
Paradis, Armand..... 2576
Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de St-Joseph d'Alma Inc..... 2577

CHIEF-OFFICE:

John Fisher Limited..... 2577

CHARTER—SURRENDER OF:

Dunrae Gardens Building Co. Limited.. 2577

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Order No. 1-E-Sp-A-42—Montreal and Québec..... 2578

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

McMasterville, school munic..... 2578

ERRATUM:

Létourneau vs Caron..... 2578

EXAMEN DES AGRONOMES:

Étude à l'agronomie..... 2579

LETTRES PATENTES:

General Soya Products Company Limited..... 2568
 Henry Machine Shops Ltd..... 2569
 John Fisher Limited..... 2570
 Joseph Hazan Incorporated..... 2570
 O'Neill Patents Limited..... 2571
 Saint-Denis et Robitaille, Inc..... 2572
 Scott Properties Ltd..... 2572
 Walker Glass Company Limited—La
 Verrerie Walker, Limitée..... 2573
 Woodbury Construction Company..... 2573

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Dépôt Dentaire de Montréal Limitée... 2574
 Lasalle-Tricot Ltée — Lasalle-Knitting
 Ltd..... 2575
 O'Neill European Machine Co. of Mont-
 real Canada..... 2575
 Victoria Precision Works Company Lim-
 ited..... 2575

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Industrie du fer et bronze ornemental
 (Correction)..... 2579
 Tanneries et corroieries de la province de
 Québec..... 2579

MINUTES DE NOTAIRE:

Delège, Maurice, en faveur de..... 2580

NOMINATIONS:

Diverses..... 2580

SOUMISSIONS:

Montréal-Est, munic. scolaire de la ville. 2581

VENTES PAR LICITATION:

Bouchard vs Allard *et al.*..... 2583
 Derome *et vir* vs Derome *et vir*..... 2581
 Larouche *et al* vs Desjardins..... 2583

VENTES POUR TAXES:

Marieville, ville de..... 2584
 Trois-Rivières, cité de..... 2585

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Gaspé:

Kruse vs Lemieux, jr..... 2586

Iberville:

Pinsonneault vs Girard..... 2586

Montréal:

Canada Permanent Mortgage Corpora-
 tion vs Laurier..... 2588
 Dubrovsky vs Kessler..... 2587
 The Royal Trust Company *et al* vs Degre
et vir..... 2587

Québec:

Dufresne *et al* vs Lacasse *et vir*..... 2588

2004-o

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Study of the agronomy..... 2579

LETTERS PATENT:

General Soya Products Company Lim-
 ited..... 2568
 Henry Machine Shops Ltd..... 2569
 John Fisher Limited..... 2570
 Joseph Hazan Incorporated..... 2570
 O'Neill Patents Limited..... 2571
 Saint-Denis et Robitaille, Inc..... 2572
 Scott Properties Ltd..... 2572
 Walker Glass Company Limited—La
 Verrerie Walker, Limitée..... 2573
 Woodbury Construction Company..... 2573

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Dépôt Dentaire de Montréal Limitée... 2574
 Lasalle-Tricot Ltée — Lasalle-Knitting
 Ltd..... 2575
 O'Neill European Machine Co. of Mont-
 real Canada..... 2575
 Victoria Precision Works Company Lim-
 ited..... 2575

DEPARTMENT OF LABOUR:

Ornamental iron and bronze industry
 (Correction)..... 2579
 Tanners and curriers of the Province of
 Quebec..... 2579

NOTARIAL MINUTES:

Delège, Maurice, in favour of..... 2580

APPOINTMENTS:

Miscellaneous..... 2580

TENDERS:

Montreal-East, school munic. of the town 2581

SALES BY LICITATION:

Bouchard vs Allard *et al.*..... 2583
 Derome *et vir* vs Derome *et vir*..... 2581
 Larouche *et al* vs Desjardins..... 2583

SALES FOR TAXES:

Marieville, town of..... 2584
 Trois-Rivières, city of..... 2585

SHERIFF'S SALES:

Gaspé:

Kruse vs Lemieux, jr..... 2586

Iberville:

Pinsonneault vs Girard..... 2586

Montreal:

Canada Permanent Mortgage Corpora-
 tion vs Laurier..... 2588
 Dubrovsky vs Kessler..... 2587
 The Royal Trust Company *et al* vs Degre
et vir..... 2587

Quebec:

Dufresne *et al* vs Lacasse *et vir*..... 2588

2004-o